



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 14 août 2025

Nos réf. : SHM/TA/MI n° 25 - 229

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LISI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS

7 rue Auguste Parisot

Parc d'Activité Plein Est – RD 619

52000 CHAUMONT

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 avril 2025 dans l'établissement LISI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS implanté 7 rue Auguste Parisot Parc d'Activité Plein Est - RD619 - 52000 CHAUMONT. L'inspection a été annoncée le 07/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection faite, suite à l'information de l'exploitant, de la survenue d'un incendie sur une machine d'aspiration (cyclofiltration) contenant des filtres en cellulose à 1h55 dans la nuit du samedi 5 avril.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LISI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS
- 7 rue Auguste Parisot - Parc d'Activité Plein Est - RD619 - 52000 CHAUMONT
- Code AIOT : 0003014538
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LSI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS (LAFIS) est spécialiste à l'international des fixations et composants structuraux utilisés sur les fuselages d'avion et dans leurs moteurs. Le cœur de métier de la société est la déformation du métal, complétée par le traitement thermique, l'usinage. Le site de CHAUMONT a vocation à reprendre l'ensemble des activités du site actuel de BOLOGNE d'ici 2030. Ces établissements sont spécialisés principalement dans la forge de pièces en métal (frappe à chaud). Les pièces élaborées sont développées en interne en étroite collaboration avec des motoristes et des équipementiers.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.4	Sans objet
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.4	Sans objet
3	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.4	Sans objet
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 8.2.3	Sans objet
5	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 8.5.1	Sans objet
6	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 8.5.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de la société LISI à CHAUMONT est dans la première phase d'installation d'une partie de ses activités concentrées jusqu'ici sur le site de BOLOGNE. Cette nouvelle usine est l'occasion d'expérimenter de nouvelles machines notamment sans rejet dans l'atmosphère. Ces nouvelles machines d'aspiration (cyclo-filtrantes) nécessitent des adaptations à la nature de l'activité. L'exploitant est en phase de mise au point de ces matériels. L'exploitant affirme que le déclenchement de l'incendie, s'il provient de l'étincelle, n'est pas lié à la production mais à la machine. En effet, l'exploitant explique que les plus grosses poussières sont aspirées par le cyclone et les éléments les plus lourds tombent par gravité dans le tiroir à cendres ou poussières. Les éléments les plus fins passent par les filtres secondaires. C'est ce dernier filtre qui a pris feu. L'exploitant ne s'explique pas le passage d'une étincelle dans la partie secondaire des filtres. L'exploitant demande au fournisseur une expertise de la machine. L'incendie en lui même a bien été géré par l'employée en poste sur la machine et l'équipe de première intervention qui a neutralisé le feu et appelé les pompiers. L'exploitant a pris les mesures immédiates, à moyen et à long terme afin de sécuriser ce type de machine d'aspiration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration des incidents ou accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.
Constats : L'astreinte de l'inspection des installations classées a été informée à 8h34 le samedi 5 avril de l'incendie survenu à 1h55 ce même jour. Le Chef de l'Unité Départementale 10/52 de la DREAL a été informé de la situation. L'inspection des installations classées a contacté le lundi 7 avril la responsable HSE afin de l'informer de la programmation d'une visite d'inspection pour le mardi 8 avril à 10 heures. Ce point est conforme aux prescriptions du présent article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration incidents ou accident
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées un rapport d'incident, est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Constats : En attente du rapport, l'inspection des installations classées a recueilli les premières informations concernant l'accident. L'incendie se déclare à 1h55 sur une machine d'aspiration (cyclo-filtration) et de traitement des poussières produites sur un poste de finition de pièces notamment en titane. L'origine de l'incendie peut-être liée à une étincelle aspirée et remarquée par l'employée en poste, étincelle qui chemine jusqu'au préfiltre et filtre en cellulose. L'employée en poste de finition n'a pas constaté d'alarme d'un quelconque dysfonctionnement de la machine avant qu'elle voit les fumées sortant du filtre notamment celle du colmatage des filtres. Dès l'apparition des fumées, l'employée isole la machine. Les détecteurs de fumées déclenchent l'alarme incendie. Les locaux sont évacués et l'équipe de première intervention s'attaque au feu. Cette première intervention permet d'éteindre les flammes mais n'arrête pas la production de fumées qui deviennent trop épaisses.

Les pompiers sont appelés à 2h10. Ces derniers, arrivés dans les 15 minutes, évacuent les filtres et les éteignent. Dans le même temps, le poste de garde procède à l'appel des personnels de la direction. La responsable HSE arrive sur les lieux à 2h30 pour constater la fin de l'incendie. Les pompiers commencent le désenfumage des locaux et ouvrent les portes d'accès véhicule afin d'accélérer le processus. Après les mesures de monoxyde et du dioxyde de carbone qui se révèlent négatives, les pompiers quittent le site et les activités dans l'atelier reprennent à 3h00.

L'exploitant demande au concepteur et fournisseur de la machine, une expertise sur l'accident afin d'en déterminer l'origine. Un audit est également commandé au concepteur et fournisseur de l'ensemble des machines d'aspiration du site.

Pour compléter le rapport d'accident, l'inspection des installations classées demande la communication des documents suivants :

- la commande de l'expertise au fournisseur,
- le cycle de changement des filtres et date du changement du dernier filtre ayant pris feu,
- le dernier rapport annuel d'entretien par le fournisseur,
- le dernier rapport du contrôle électrique de la machine,
- la commande de l'audit de l'ensemble des machines,
- la procédure de démarrage de la machine,
- le retex amélioration maintenance niveau 2,
- la commande des extincteurs de remplacement,
- le billet alerte et actions menées à la reprise de l'activité.

Le rapport est transmis le 11 avril 2025 par courriel.

Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions du présent article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.4

Thème(s) : Situation administrative, Déclaration incidents ou accident

Prescription contrôlée :

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Comme vu au point précédent, le rapport et les pièces demandées sont transmises par l'exploitant le 11 avril 2025.

Ce point de contrôle est conforme à la prescription du présent article.

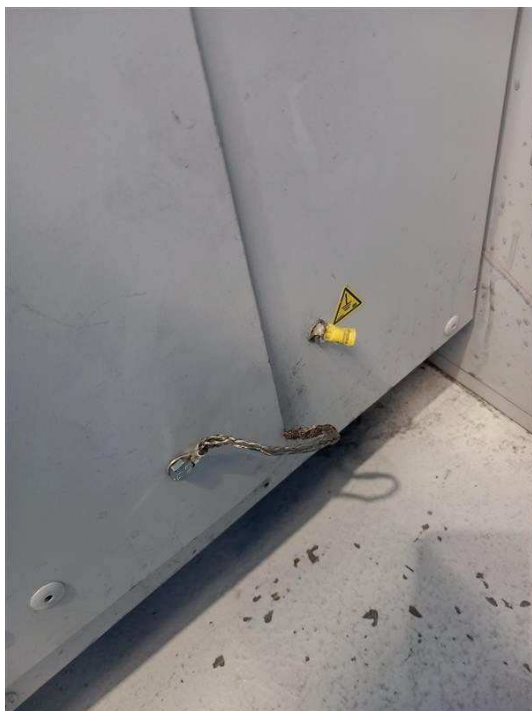
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté de l'installation
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : La visite d'inspection de l'atelier et du lieu de déroulement de l'incendie est propre. La machine est isolée ainsi que le poste de travail rattaché à la machine. Le reste des locaux parcourus lors de la visite sont propres et ordonnés. Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions du présent article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Matériels utilisables en atmosphères explosibles
Prescription contrôlée : Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentiellles.
Constats : Lors de la visite des locaux, l'inspection des installations classées demande à voir une machine en service. L'inspection constate une tresse de mise à la terre déconnectée. L'exploitant explique que la nature de la tresse n'est pas adaptée à l'usage de la porte mobile servant à l'accès au tiroir de recueil des cendres et poussières de la machine. L'inspection a demandé la reconnexion de la tresse sur les éléments de la machine. L'exploitant a mis en œuvre le raccordement de la tresse et va demander au concepteur que sur les parties mobiles, une solution plus efficace soit proposée afin d'éviter ce type incident sur du matériel ATEX.



L'exploitant a transmis le 11/04/2025 les photos des tresses de nouveau connectées.
Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions de présent article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 8.5.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Gestion des anomalies et défaillances de mesures de maîtrise des risques

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

Constats :

L'exploitant a mis en œuvre une démarche d'amélioration en continu notamment dans le cadre de l'exploitation des machines d'aspiration afin de les adapter à la production de l'établissement en collaboration avec le concepteur et fournisseur de ces machines. Un des derniers incendie de ce type de machine donne lieu à l'amendement d'une procédure de maintenance de la machine restaurant en particulier le nettoyage au hérisson de la canalisation principale d'accès à la machine.

Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions du présent article.

Type de suites proposées : Sans suite